



© Fred Augry

Les délestages électriques concerneraient au maximum 4 millions de personnes simultanément, pour une durée n'excédant pas deux heures.

A LA UNE

COUPURES DE COURANT

Le chaud et le froid

De l'Élysée à la machine à café, la France ne parle que de ça. Doit-on craindre de potentielles coupures d'électricité cet hiver ? Ici pas de panique. Bordelais-es et Girondin-es se préparent. La région planche, de son côté, sur sa souveraineté énergétique.

Jeudi 1^{er} décembre, la Première ministre Elisabeth Borne envoie une circulaire demandant aux préfets de préparer leur département à d'éventuelles coupures de courant cet hiver. 60 % de la population pourraient être impactés. Le flou s'installe, mais personne ne se laisse déstabiliser par les annonces du gouvernement. Le délestage n'aurait lieu qu'en cas de déséquilibre entre l'offre et la demande d'électricité, dans des zones géographiques précises et pendant deux heures maximum. Les citoyens seront informés la veille des coupures via l'application Ecowatt, une sorte de « météo de l'électricité » qui indique l'état de tension du réseau. Collectivités, entreprises, commerces et particuliers sont dans l'attente de directives claires.

Dans les commerces, on improvise

En cas de coupure de courant, chez les commerçant-es, c'est sans doute la fermeture qui s'imposera. Si Nicolas, gérant du Carrefour City Cours de la Marne, assure pouvoir maintenir la chaîne du froid grâce à la mise en marche de batteries, la question de l'éclairage posera problème. « Il est in-

terdit d'accueillir des clients dans le noir, on devra peut être songer à fermer temporairement ». À l'inverse, certaines grandes surfaces seraient en capacité d'assurer l'ouverture. C'est le cas du Lidl rue Malbec, qui dispose de ses propres générateurs de secours, pouvant fournir de l'électricité pendant plusieurs jours. « Il y a souvent des travaux dans le quartier et il arrive que le courant soit coupé. On ne s'en rend même pas compte parce que les générateurs prennent le relais automatiquement », confie Léa, une responsable du magasin.

L'anticipation n'est pas possible dans tous les secteurs. Les restaurants n'ont pas encore réfléchi à la gestion des potentiels délestages et c'est la fermeture qui devrait s'imposer pour le moment. L'accueil des client-es sera repoussé et le service annulé. Un moindre mal. « La priorité est au paiement des factures, le reste on verra », indique la gérante de La Plana. En revanche, Tante Charlotte maintiendra son restaurant ouvert grâce à son concept : « On travaille au gaz et on s'éclaire à la chandelle ! Ça sera comme d'habitude ».

Contrairement aux commerçant-es, les particuliers sont moins serein-es. « S'il se passe quelque chose de grave, je

ne pourrai pas appeler les secours », s'inquiète Brigitte. Son mari est hospitalisé à domicile et sous assistance respiratoire. Mais le couple dispose de bouteilles d'oxygène supplémentaires et d'un groupe électrogène pour tenir en cas de coupures. Tous-tes ne sont pas dans le même cas.

Le flou plane sur les transports et les écoles

L'Agence régionale de santé (ARS) se veut rassurante. Les malades identifiés par l'organisation seront averti-es en amont des coupures d'électricité afin d'avoir « une alimentation électrique autonome et suffisante ». Si aucune solution n'est trouvée, les préfet-es seront saisi-es et « les services de secours procéderont, si nécessaire, à une évacuation préventive », précise le gouvernement. Du côté des pharmacies, on envisage de jeter vaccins et médicaments en cas de rupture de la chaîne du froid. « À partir de deux heures hors des frigos, ça devient dangereux. On ne peut pas prendre de risques, même si cela implique des pertes financières », souligne Franck, gérant de la pharmacie de la Flèche. Toutefois, une circulaire interministérielle pourrait classer ce type d'établissements comme prioritaires.

Dans les transports et les écoles, le flou plane. « Il est trop tôt pour communiquer sur le sujet », informe la préfète de Bordeaux. Avant d'ajouter : « Une campagne de communication va être déployée au niveau national ». Pas de panique...

Arthur PICARD @ arthrup
Solène ROBIN @solenerobin

QUELS SECTEURS CONCERNÉS ?

« Les sites critiques qui engagent la continuité de la vie de la nation » ne seront pas impactés par les délestages. La liste détaillée dressée par l'État demeure confidentielle.

ÉPARGNÉS	TOUCHÉS
 Hôpitaux, cliniques et EHPAD	 Particuliers
 Services d'urgence (police et pompiers)	 Trains et tramways
 Tribunaux et centres de rétention	 Écoles (le matin)
 Casernes et sites militaires	 Lignes téléphoniques (sauf le 112)
 Sites industriels sensibles	 Commerces

© Mathis Slimano

ET AUSSI

- LA FILIÈRE VITICOLE DANS LA RUE
- DONS DU SANG À L'OPÉRA
- LA MONNAIE LOCALE À L'HEURE DU NUMÉRIQUE
- L'ART QUI SOIGNE

ÉDITO

Lors d'un sommet UE-Balkans qui se tenait hier à Tirana (Albanie), le président Macron a fustigé les « scénarios de la peur » face aux risques de coupures. Ou l'art d'éteindre le feu qu'il a lui-même allumé. Un retour en arrière s'impose, lorsqu'en juin dernier, ce même président rassurait les Françaises et Français dans la presse régionale : « Aucun risque de coupure cet hiver. [...] on s'approvisionnera sur le marché européen ».

Depuis, la Russie a coupé le robinet de gaz et la moitié du parc nucléaire national est à l'arrêt. Le 1^{er} décembre, la préfecture de Gironde, comme toutes les autres, recevait une circulaire émanant de Matingnon. Son contenu ? Les premières esquisses du dispositif de délestage. Des scénarios « fictifs » selon l'exécutif, avec des mesures pourtant très concrètes.

Mais à souffler le chaud et le froid, Emmanuel Macron sème le trouble. Il est néanmoins de plus en plus vraisemblable que le courant soit coupé cet hiver. Un membre du gouvernement a même confié à France Info : « Aujourd'hui, nous dépendons du ciel ». Mais ça, Jupiter ne semble pas vouloir le reconnaître.

Mathis SLIMANO @mslimano1

EN BREF

À l'Assemblée, le renouvelable fait débat

Arrivé ce lundi à l'Assemblée, le projet de loi sur l'accélération des énergies renouvelables divise. Le texte, qui doit favoriser le développement de l'éolien et du solaire, ne plaît pas aux élus LR qui militent pour un droit de veto des maires et une limite d'implantation des éoliennes. La majorité devra s'appuyer sur les députés de gauche.

Nouvelle-Aquitaine : la carte de l'autonomie

Pour assurer sa souveraineté énergétique, la France doit miser sur le renouvelable. Bonne nouvelle, la région a tous les atouts en main pour y parvenir, notamment grâce à l'éolien et au solaire.

Dans son rapport Transition(s) 2050, l'Agence de l'environnement et de maîtrise de l'énergie (Ademe) est claire sur un point : quels que soient les futurs mix électriques adoptés en France, gaz et pétrole doivent être évincés pour atteindre la neutralité carbone et la souveraineté électrique. Dans trente ans, RTE (Réseau de transport électrique) prévoit une consommation électrique qui devrait osciller entre les 475 et 645 térawatt-heures (TWh). Problème, la production nucléaire sera de moins en moins importante. Il faut donc renforcer les renouvelables.

Alors même que la Nouvelle-Aquitaine est déjà le territoire qui fournit le plus d'électricité photovoltaïque et éolienne en France, ses capacités de production peuvent encore être améliorées. Aujourd'hui, seuls 25 TWh sont générés, tandis que la consommation aquitaine s'élève à

32 TWh. « Avec sa façade maritime de 720 kilomètres, sa forêt landaise et son ensoleillement, notre région a tous les atouts pour être souveraine dans la production d'une énergie décarbonée », affirme Jean-Yves Grandidier, président-fondateur de Valorem, entreprise spécialisée dans l'installation

de parcs d'énergies renouvelables.

L'énergie, l'affaire de tous

La souveraineté n'est pas qu'une affaire d'entreprises mais aussi de citoyen-nes. « Il faut changer de paradigme : l'énergie doit tous nous préoccuper », défend Eric Aaufaure,

coordinateur du pôle bâtiment de l'Ademe. Là encore, le territoire néo-aquitain est un bon élève. Des coopératives citoyennes d'énergie, structures valorisant une production d'énergie locale et indépendante, y sont en effet implantées. Pour Sandrine Larrouy-Castera,



En 2021, les centrales photovoltaïques néo-aquitaines comme celle de Cestas représentaient 26,8 % du parc national, faisant de la région la première productrice d'énergie solaire de France.

© Neoen

Vin debout contre la crise

Une mobilisation historique a eu lieu hier pour la filière viticole girondine qui réclame un plan d'arrachage des vignes. La profession exprime sa détresse face à la crise depuis deux ans déjà.



Hier, à Bordeaux, des Quinconces à la préfecture, entre 700 et 1 500 manifestant-es ont exprimé leur colère. Le dernier rassemblement massif des viticulteur-rices girondin-es avait eu lieu en décembre 2004.

Le premier département viticole français n'a pas le vent en poupe. Augmentation des coûts de production, baisse de la consommation, aléas climatiques défavorables... Une succession de crises déséquilibrent le marché du vignoble bordelais et les finances des petits producteurs. « Je ne sais plus quoi faire. On travaille à perte et nos stocks sont en train de grossir. Je me retrouve avec du vin que je ne suis pas capable de vendre », déplore Éric Étienne, viticulteur à Cleyrac. Conséquence : des vignes excédentaires, non rentables et laissées en friche faute de moyens financiers. Or, un-e viticulteur-riche est légalement tenu-e d'entretenir son terrain. L'arrachage permettrait de libérer les propriétaires de cet impératif, et sur le

long terme, de faire des économies. « Il faut compter 20 000 euros pour l'arrachage d'une vigne. C'est pourquoi on demande à l'État une prime dédiée de 10 000 euros, ainsi qu'un plan social d'urgence pour nous aider », précise Didier Cousiney, porte-parole du collectif Viticulteurs 33, organisateur de la manifestation. Une aide vitale pour des professionnel-les au bord du gouffre financier et du dépôt de bilan.

Il y a urgence

À ce jour, aucun dispositif d'arrachage n'est prévu par la loi. Le ministère de l'Agriculture envisage ainsi de recourir au Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), un des piliers de la Politique agricole commune (PAC). Mais ce-

lui-ci est piloté à l'échelle régionale. « Il faut convaincre Alain Rousset de réorienter les fonds », indique le député LREM Pascal Lavergne. Les négociations traînent, mais il y a urgence.

Des drames humains en perspective

Derrière le désastre économique, la détresse psychologique rôde. De nombreux-ses viticulteur-rices sont sous anxiolytiques ou antidépresseurs. Les suicides se multiplient. Au sein de la profession, on redoute des « drames humains » en masse dans les mois à venir. « La Mutualité sociale agricole (MSA), les syndicats et les services de l'État mettent en place un système d'aide psychologique. Mais pour le gouvernement, c'est l'aspect économique qui prime », estime Jean-Samuel Eynard, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles de la Gironde (FDSEA).

Marie-Claude Béarnais, viticultrice de l'Entre-deux-Mers, déplore aussi l'inaction de l'État français : « La lumière est mise sur les grandes appellations de luxe, comme le Médoc ou le Saint-Émilion, mais jamais sur les petits producteurs. Demain, si nous disparaissions, c'est tout un tas de professions qui s'évanouiraient également. » Comme beaucoup d'autres, elle espère que cette mobilisation fasse bouger les choses et que les viticulteur-rices soient écoutées avec « humanité ». Pour que vive le vin bordelais.

Izia ROUVILLER @izia_rouviller

« Notre objectif, 250 poches de sang »

L'Établissement français du sang (EFS) et l'Opéra National de Bordeaux organisent aujourd'hui une collecte de sang inédite. Explications avec le docteur Michel Jeanne, directeur de l'EFS Nouvelle-Aquitaine.

En quoi cette collecte est-elle particulièrement importante pour l'EFS ?

Pendant les fêtes de fin d'année, nous avons une baisse de fréquentation des points de collecte de sang : les donneurs et donneuses sont moins disponibles et beaucoup de notre personnel est en vacances. Cet événement est donc primordial pour reconstituer nos réserves. Nous avons comme objectif d'atteindre 250 dons sur la journée, alors que sur une collecte de sang ordinaire, nous sommes autour de 60 dons en moyenne.

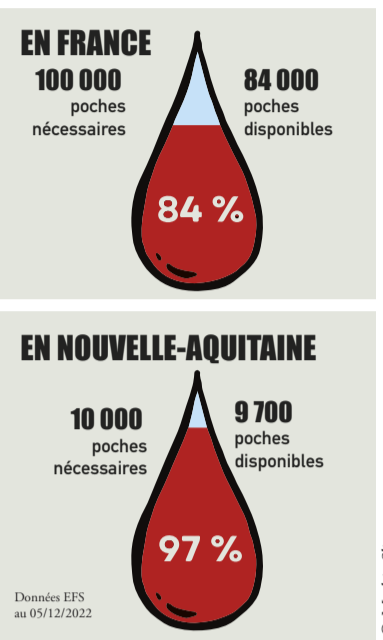
Quel est l'état des réserves de sang ?

À l'échelle nationale, les réserves sont actuellement fragiles alors qu'en Nouvelle-Aquitaine, nous sommes pratiquement à niveau (infographie ci-contre). Néanmoins, l'EFS Nouvelle-Aquitaine a particulièrement besoin des groupes A- et O-. Nous disposons en moyenne de 15 jours de réserves pour l'ensemble des autres groupes, alors que nous sommes à seulement 8,6 jours pour le groupe O- et 13,1 jours pour le groupe A-. Cela pose un problème majeur car le groupe O- est le plus utilisé pour les patients dont on ne connaît pas le groupe sanguin.

Ces collectes permettent-elles de diversifier les profils des donneurs ?

Nous envisageons de recruter 20 % à 25 % de nouveaux volontaires avec cet événement, quand nous sommes autour de 13 % en temps normal. L'intérêt principal pour nous est donc d'augmenter le nombre de donneurs et donneuses, mais pas forcément de diversifier les profils. Nous avons organisé une semaine de sensibilisation

L'ÉTAT DES STOCKS



à ce qu'on appelle les « sangs rares », fin novembre, pour récolter des dons issus de populations africaines, caribéennes ou antillaises, dont nous disposons moins mais qui sont d'une très grande utilité.

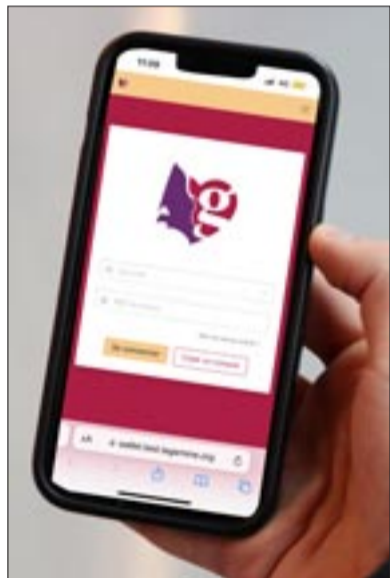
Quel est l'intérêt de l'aspect artistique de cet événement ?

On souhaite offrir une expérience unique aux personnes qui viennent donner leur sang ainsi qu'à notre personnel. Les concerts de piano, de chant et les spectacles de danse vont permettre de sensibiliser à la musique et à l'art du ballet. Pour nombre de ces personnes, ce sera même l'occasion d'entrer pour la première fois dans l'Opéra.

Isabelle VELOSO VIEIRA @Isabellelv

Pour payer, cliquez sur Gemme

La gemme est désormais la seule monnaie locale qui, aux côtés de l'euro, permet d'échanger dans certains commerces girondins. Son passage au numérique suffira-t-il à assurer sa survie ?



L'application e-Gemme est encore en phase de tests. Des bugs restent à corriger.

Fruit de la fusion de deux monnaies locales girondines, la miel et l'ostréa, la gemme est l'une des 80 monnaies complémentaires présentes en France. Pour accélérer le déploiement de cette « nouvelle » monnaie, l'application e-Gemme devrait voir le jour au premier trimestre 2023, lui permettant ainsi de sortir de la confidentialité grâce à la numérisation. La numérisation totale ou partielle

des échanges apparaît ainsi comme une solution évidente pour faciliter les transactions entre professionnel-les. « Le paiement des fournisseurs en papier n'est pas pratique et peu adapté », souligne Stéphane Sainléger, administrateur et informaticien de la Gemme. Cela devrait aussi permettre d'atteindre plus facilement un nouveau public car les utilisateur-rices n'auront qu'à télécharger l'application. Malgré ces avantages, l'expérimentation soulève autant de problèmes qu'elle n'en résout.

Une fausse bonne idée ?

Grâce à la dématérialisation, l'association la Gemme, qui gère la monnaie, va pouvoir récupérer des données sur le flux des échanges entre les membres du réseau. Mais cette numérisation n'est pas sans conséquences sur l'environnement, un élément pourtant contradictoire avec les finalités premières de l'association. « L'impact environnemental est faible car ce sont des petits serveurs », se défend néanmoins Stéphane Sainléger. L'association collabore avec Lokavaluto, un sous-traitant de systèmes informatiques évolutifs, et s'expose donc à un risque de perte en

qualité décisionnelle, au profit d'une entreprise externe. « Beaucoup de monnaies locales ont été un échec car elles sont passées trop vite au numérique. Si la numérisation est une condition nécessaire pour que les échanges et la masse monétaire se développent, l'outil seul ne suffit pas », explique Jérôme Blanc, chercheur spécialiste des monnaies locales à Sciences Po Lyon. Cette nouvelle étape dans le développement de la gemme demande aussi de nouveaux engagements de la part des bénévoles, au-delà de l'investissement initialement prévu dans le projet. « On a besoin de recruter. Dans les prochains mois, des postes dédiés à l'informatique seront créés », décrit Stéphane Sainléger.

D'ici 2025, la Gemme vise l'équivalent de 100 000 euros en circulation et 80 nouveaux adhérent-es chaque année via l'application. Si l'association compte beaucoup sur la monnaie électronique pour se relancer, l'enjeu du numérique en interroge sa capacité.

Rémi PAQUELET @rpaquelet1

Des maux sur l'art



Les œuvres sont accompagnées d'un QR Code qui permet d'accéder aux enregistrements sonores des patient-es.

La bibliothèque de Bègles présente l'exposition « En regards : émotions brutes », un ensemble d'œuvres accompagnées de textes écrits par des personnes atteintes de troubles mentaux. Coup de projecteur sur l'art-thérapie.

S'arrêter devant une œuvre d'art. Faire jaillir ses émotions et ses sensations. Tel est l'exercice proposé aux patients et patientes de l'hôpital de jour La rivière bleue. Un atelier thérapeutique a permis de recueillir leurs ressentis face aux œuvres du musée de la Création Franche, exposées à la bibliothèque municipale de Bègles.

Ce projet est le fruit d'une relation de confiance instaurée entre ce jeune public et les bibliothécaires, habitués-es à les accueillir chaque semaine. « Ils ont choisi parmi une centaine d'œuvres de la collection celles qui les inspiraient le plus », selon le musée. Certain-es ont écrit, d'autres ont réalisé un enregistrement sonore en réaction à ces œuvres d'influence cubique.

Un processus de soin global

« L'art-thérapie a clairement une utilité mais cela dépend de la façon dont on l'utilise », témoigne Emilie Martin, psychologue libérale à Bordeaux. Elle anime ce type d'ateliers dans le cadre de la protection de l'enfance, avec un jeune public aux traumatismes divers et pour lequel l'accès au langage n'est pas le même que pour les enfants du même âge. Un peu d'argile et de pâte à modeler odorante leur permettent

parfois d'exprimer l'indicible. Peinture, écriture, mosaïque, dessin, sculpture... Les formes que revêt l'art-thérapie sont diverses. Mais est-il vraiment efficace pour le bien-être psychologique de l'individu ? Le processus de création thérapeutique n'a pas d'objectif précis à atteindre. Cet accompagnement s'inscrit dans un processus de soin global. Sophie Agoues, art-thérapeute bordelaise, travaille au sein d'une équipe pluridisciplinaire avec des orthophonistes, des ergothérapeutes, des psychomotriciens ou encore des kinés.

L'art-thérapie nécessite néanmoins d'y être réceptif pour que cela fonctionne. De son côté, Sophie Agoues propose des arts plastiques et s'est spécialisée dans l'accompagnement de personnes cérébro-lésées dépendantes, par exemple suite à un AVC ou un traumatisme crânien grave. Elle résume son métier en un leitmotiv : « La créativité est la saveur que l'on peut donner à sa vie ».

Léa PETIT SCALOGNA @LeaPetitSca

« En regards : émotions brutes », Bibliothèque municipale de Bègles, 58 avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny. Vernissage cet après-midi entre 14h et 15h. Entrée gratuite. 05 56 49 54 81.

VOTRE AGENDA CULTUREL

La semaine de l'engagement bat son plein !

Dans le cadre de la semaine de l'engagement se tiendra une rencontre intergénérationnelle « Jeunes VS Seniors » demain, de 18 h à 19 h 30. L'occasion de partager son avis sur la notion d'engagement. Marché des Douves, 4 rue des Douves à Bordeaux. Entrée gratuite. 05 56 10 34 07

Criminologie autour d'un café

Qui se cache derrière les tueur-ses en série ? C'est la thématique du café-débat, organisé par l'Université de Bordeaux, ce soir à 18 h, et mené par Mathieu Garcia, doctorant en psychopathologie et le criminologue Elen Vuidard. Librairie Georges, 300 cours Libération, à Talence. Entrée gratuite. 05 40 00 24 75

Omar Sy à Bordeaux

Pour l'avant-première du film « Les Tirailleurs », Omar Sy et une partie de l'équipe seront présents à l'UGC et au CGR ce soir. Réalisé par Mathieu Vadepied, le film évoque l'histoire de Bakary Diallo, tirailleur sénégalais engagé dans l'armée française pour rejoindre son fils, recruté de force lors de la Première Guerre mondiale. Il sortira officiellement en salle le 4 janvier prochain. CGR Le Français (19 h) et UGC à Bordeaux (20 h 15).

Lauren Bastide présente son livre à la Station Ausone

Judi 8 décembre, à 18 h, la journaliste Lauren Bastide présentera son livre « Futur-es : comment le fémi-

nisme peut sauver le monde » à la Station Ausone. La rencontre sera diffusée en direct sur la chaîne YouTube de la librairie Mollat. Station Ausone, 8 rue de la Vieille Tour, à Bordeaux. Entrée gratuite.

À la découverte de la radio

Dans le cadre d'Ondes maritimes, un projet de web radio des quartiers Nord de Bordeaux qui veut donner la parole aux jeunes de ce territoire, l'association Ricochet Sonore organise une journée de découverte de la radio de 14 h à 19 h. L'objectif ? Rassembler ces apprenti-es journalistes pour qu'ils puissent s'essayer au micro. Salle des fêtes de Bordeaux Grand Parc, Cours de Luze à Bordeaux. Entrée gratuite. 06 49 62 41 87.